

RAPPORT DE GESTION

Période de trois mois close le 30 juin 2011 comparativement à la période de trois mois close le 30 juin 2010

Le présent rapport de gestion et les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société ont été approuvés par le comité d'audit et le conseil d'administration le 10 août 2011. Le rapport de gestion passe en revue les développements importants et les résultats d'exploitation de la Société pour la période de trois mois close le 30 juin 2011, en comparaison de la période de trois mois close le 30 juin 2010. Le rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société pour les périodes closes les 30 juin 2011 et 2010 et les notes afférentes, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels et le rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Société sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et les résultats sont présentés en dollars canadiens. À moins d'indication contraire, tous les montants mentionnés dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens.

Le rapport de gestion contient des déclarations de nature prospective. Ces déclarations comportent des risques et incertitudes, connus et inconnus, susceptibles de faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux présentés explicitement ou implicitement dans ces déclarations de nature prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans s'y limiter, la conjoncture économique et la situation des marchés, les prix de vente des produits, le coût des matières premières et les frais d'exploitation, les fluctuations des taux de change des devises et tout autre facteur auquel on réfère dans le présent document et dans les autres documents d'information continue déposés par la Société. La Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou revoir ces déclarations de nature prospective, sauf dans les situations prescrites par la loi.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle ainsi que les rapports trimestriels et annuels de la Société, en visitant le site Web de SEDAR au www.sedar.com. Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également disponibles à la rubrique Investisseurs/Salle de presse du site Web de la Société au www.stella-jones.com.

NOS ACTIVITÉS

Stella-Jones Inc. (TSX : SJ) oeuvre en Amérique du Nord dans la production et la commercialisation de produits industriels en bois traité. La Société se spécialise dans la fabrication de traverses de chemin de fer et de poutres employées par les sociétés ferroviaires, ainsi que de poteaux en bois destinés aux services publics d'électricité et aux entreprises de télécommunication. Elle fabrique de la créosote, un produit de préservation du bois, ainsi que d'autres produits à base de goudron de houille, et offre à l'industrie ferroviaire des services de récupération et de disposition de traverses usagées. Des services d'aiguillage et d'entretien de locomotives et de wagons sont également offerts, de même que du combustible à chaudière dérivé de traverses. La Société fournit aussi des produits en bois d'oeuvre traité à usage résidentiel et des services personnalisés aux détaillants et grossistes de bois d'oeuvre en vue d'applications extérieures. Ses autres produits en bois traité comprennent des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction, des glissières de sécurité pour les autoroutes et du bois traité pour les ponts.

La Société exploite dix-huit usines de traitement du bois, une distillerie de goudron de houille, trois installations offrant des services de récupération et disposition des traverses de chemin de fer usagées, deux centres de distribution, deux installations d'écorçage de poteaux et détient une participation de 50 % dans une troisième installation d'écorçage de poteaux. Ces vingt-sept installations sont situées dans six provinces canadiennes et quatorze états américains. Les effectifs de la Société s'élèvent actuellement à environ 950 personnes.

Stella-Jones bénéficie de plusieurs atouts qui devraient contribuer à renforcer encore davantage le positionnement stratégique et l'avantage concurrentiel de la Société dans le secteur du traitement du bois. Notons, entre autres, la capacité de la Société à servir ses clients à partir de plusieurs usines, une situation financière solide qui lui permet de constituer des stocks de bois vert et de les faire sécher à l'air libre en prévision d'importants contrats à long terme, une source d'approvisionnement en bois stable et établie de longue date et un enregistrement pour fabriquer et vendre de la créosote, un produit de préservation du bois.

NOTRE MISSION

Stella-Jones a pour objectif de s'élever au rang de chef de file du secteur de la préservation du bois et d'être un modèle de société responsable et respectueuse de l'environnement.

C'est en accordant la priorité à la satisfaction de la clientèle, à une gamme de produits de base et à des marchés clés, tout en misant sur sa capacité d'innover et d'optimiser ses ressources, que Stella-Jones compte réaliser cette ambition.

Stella-Jones s'est engagée à fournir à ses employés un milieu de travail stimulant, sécuritaire et respectueux de l'individu et également à récompenser la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

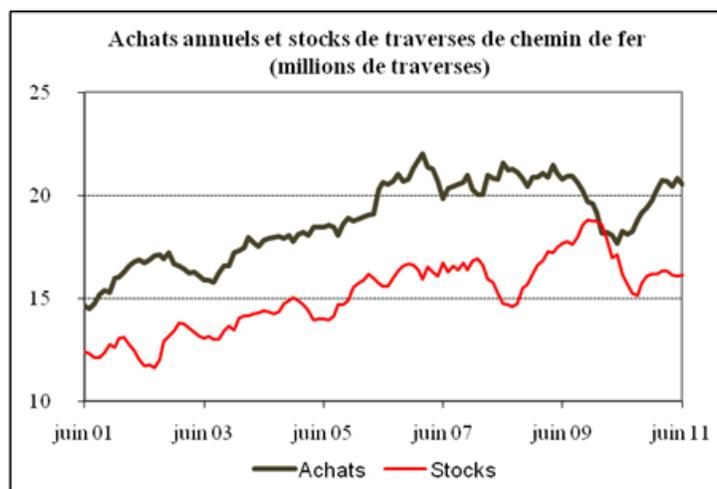
Le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles (aussi appelé le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ou « BAIIA »), le résultat opérationnel et les flux de trésorerie provenant de l'exploitation sont des mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction considère toutefois qu'il s'agit d'information utile pour les investisseurs avertis désirant évaluer la capacité de la Société à générer des fonds.

TAUX DE CHANGE

Le tableau qui suit présente les taux de change applicables aux périodes closes les 30 juin 2011 et 2010. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les dépenses des périodes visées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs des établissements étrangers ainsi que les actifs et passifs monétaires des opérations canadiennes.

\$ CA/\$ US	2011		2010	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
Deuxième trimestre	0,9615	0,9645	1,0250	1,0646

SURVOL DE L'INDUSTRIE



Source : Railway Tie Association

Traverses de chemin de fer

Comme le rapporte l'organisme *Railway Tie Association*, les achats de traverses de chemin de fer pour les six premiers mois de 2011 ont surpassé ceux de la période correspondante de l'année précédente d'environ 8 %. Ainsi, les achats effectués par l'industrie pour la période de 12 mois close le 30 juin 2011 ont atteint 20,5 millions de traverses. Entre-temps, les stocks dans l'industrie sont demeurés relativement stables dans la première moitié de 2011 et se maintenaient aux alentours de 16,1 millions de traverses au 30 juin 2011.

Toujours à la même date, le ratio des stocks par rapport aux ventes s'établissait à 0,79 :1, soit un niveau comparable à la moyenne observée durant la dernière décennie.

Par ailleurs, le nombre de chargements de wagon transportés sur les chemins de fer nord-américains a augmenté de 2,7 % durant les six premiers mois de 2011, tandis que le volume de remorques intermodales et de conteneurs a progressé de 7,1 % par rapport aux niveaux de 2010, selon des données publiées par *l'Association of American Railroads*.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Ventes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2011, les ventes ont atteint 180,3 millions de dollars, en hausse de 13,0 millions de dollars, soit 7,8 %, par rapport aux ventes de 167,3 millions de dollars réalisées au deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien, la monnaie de présentation de Stella-Jones, par rapport au dollar américain, a réduit la valeur des ventes libellées en dollars américains d'environ 7,3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Les ventes, hormis l'effet de conversion, ont progressé d'environ 12,0 %, en raison principalement d'une augmentation des ventes de traverses de chemin de fer et de poteaux destinés aux sociétés de services publics, alors que la Société a profité de l'accroissement de la demande du marché tant pour des services d'entretien que des projets spéciaux.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2011, les ventes se sont élevées à 310,8 millions de dollars, en hausse de 16,6 % par rapport à celles de 266,7 millions de dollars réalisées au cours de la période de six mois close le 30 juin 2010. Les installations d'exploitation acquises de la société Tangent Rail Corporation (« Tangent »), le 1^{er} avril 2010, ont généré une contribution additionnelle aux ventes d'environ 37,7 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2011. L'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain a réduit la valeur des ventes libellées en dollars américains d'environ 10,7 millions de dollars, alors que sur une base comparable, les ventes ont augmenté d'environ 6,0 %.

Ventes par catégorie de produits

Traverses de chemin de fer

Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 95,5 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2011, en hausse de 7,1 millions de dollars, ou 8,0 %, par rapport aux ventes de 88,4 millions de dollars réalisées au deuxième trimestre de 2010. Ces résultats reflètent l'accroissement de la demande du marché. Après rajustement pour tenir compte de l'impact négatif de 5,0 millions de dollars des taux de change en raison d'une diminution du taux de conversion moyen applicable aux ventes de traverses libellées en dollars américains, les ventes de traverses de chemin de fer, sur une base comparable, ont augmenté de 12,1 millions de dollars, ou 13,7 %, par rapport à l'exercice précédent. Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 53,0 % des ventes de la Société au deuxième trimestre.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2011, les ventes de traverses de chemin de fer se sont chiffrées à 172,1 millions de dollars, en hausse par rapport aux ventes de 136,6 millions de dollars réalisées au cours de la période de six mois close le 30 juin 2010. Cette progression reflète les ventes additionnelles de traverses d'environ 29,5 millions de dollars générées par les activités d'exploitation de Tangent, ainsi qu'une demande accrue du marché, qui ont été en partie contrebalancées par un impact négatif de 7,5 millions de dollars des taux de change attribuable à une diminution du taux de conversion applicable aux ventes de traverses libellées en dollars américains.

Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics se sont élevées à 52,4 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2011, en hausse de 35,2 % par rapport aux ventes de 38,7 millions de dollars réalisées lors de la période correspondante en 2010. La progression est principalement attribuable à une robuste demande pour les poteaux de lignes de transmission découlant de l'obtention de commandes pour des projets spéciaux, ainsi qu'à la récupération d'une partie des ventes de poteaux de distribution qui avaient été repoussées en raison de conditions climatiques hivernales difficiles au premier trimestre. La diminution du taux de conversion, d'un exercice sur l'autre, a eu pour effet de réduire de 1,1 million de dollars la valeur des ventes de

poteaux libellées en dollars américains au deuxième trimestre. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté 29,0 % des ventes totales de la Société au deuxième trimestre de l'exercice 2011.

Pour les six premiers mois de 2011, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont atteint 88,0 millions de dollars, en hausse comparativement à celles de 75,2 millions de dollars réalisées lors de la période correspondante un an plus tôt. Cette progression de 12,8 millions de dollars traduit essentiellement un accroissement de la demande pour les poteaux de lignes de transmission lié à l'obtention de commandes pour des projets spéciaux, tandis que la diminution du taux de conversion a eu pour effet de réduire d'environ 1,8 million de dollars la valeur des ventes de poteaux libellées en dollars américains.

Produits industriels

Les ventes de produits industriels ont fléchi de 22,7 % au deuxième trimestre de 2011, pour s'établir à 20,6 millions de dollars, comparativement à 26,6 millions de dollars en 2010. Ce recul de 6,0 millions de dollars est attribuable à une baisse de la demande pour les produits destinés aux applications maritimes au Canada et au calendrier des projets spéciaux qui avait fortement contribué aux ventes de produits industriels des activités américaines au deuxième trimestre de 2010. La diminution du taux de conversion, d'un exercice sur l'autre, a eu pour effet de réduire d'environ 1,1 million de dollars la valeur des ventes de produits industriels libellées en dollars américains au deuxième trimestre. Les produits industriels ont représenté 11,4 % des ventes de la Société pour la période de trois mois close le 30 juin 2011.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2011, les ventes de produits industriels se sont élevées à 35,7 millions de dollars, en baisse de 2,8 % par rapport à celles de 36,7 millions de dollars réalisées au cours de la période de six mois close le 30 juin 2010. Si l'on exclut l'apport supplémentaire d'environ 8,2 millions de dollars des activités de Tangent liées à la distillation du goudron de houille et aux solutions de cycle de vie, et déduction faite d'un effet de conversion négatif de 1,3 million de dollars sur les ventes libellées en dollars américains, depuis le début de l'exercice, les ventes de produits industriels ont reculé d'environ 7,9 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent en raison des facteurs susmentionnés et des conditions climatiques hivernales difficiles au premier trimestre de 2011.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel ont totalisé 11,9 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2011, en baisse de 12,5 % par rapport aux ventes de 13,5 millions de dollars réalisées un an plus tôt. Ce recul reflète une baisse de la demande au Canada liée aux conditions climatiques moins favorables par rapport à l'an dernier. La Société ne vend pas de bois d'œuvre à usage résidentiel sur le marché américain. Le bois d'œuvre à usage résidentiel a représenté 6,6 % des ventes de Stella-Jones au deuxième trimestre de l'exercice 2011.

Au cours des six premiers mois de 2011, les ventes de bois à usage résidentiel se sont établies à 15,0 millions de dollars, en baisse comparativement à 18,1 millions de dollars pour les six premiers mois de 2010.

Ventes par destination

Au deuxième trimestre de 2011, les ventes réalisées au Canada ont progressé de 5,8 millions de dollars, ou 9,0 %, pour s'établir à 70,3 millions de dollars, soit 39,0 % des ventes globales de Stella-Jones. L'augmentation des ventes, d'un exercice sur l'autre, est principalement attribuable à un accroissement des ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics. Pour les six premiers mois de 2011, les ventes réalisées au Canada se sont élevées à 113,7 millions de dollars, en hausse de 1,4 % par rapport à celles de 112,1 millions de dollars enregistrées un an plus tôt.

Les ventes effectuées aux États-Unis se sont élevées à 110,0 millions de dollars, ou 61,0 % des ventes totales de la Société, au deuxième trimestre de 2011, ce qui représente une hausse de 7,2 millions de dollars, ou 7,0 %, par rapport à la période correspondante en 2010. L'augmentation reflète essentiellement une progression des ventes de traverses de chemin de fer qui a été en partie contrebalancée par une diminution du taux utilisé pour convertir d'autres ventes libellées en dollars américains. Pour les six premiers mois de 2011, les ventes réalisées aux États-Unis ont atteint 197,1 millions de dollars, en hausse de 27,5 % par rapport à 154,5 millions de dollars un an

auparavant. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'apport supplémentaire de 37,7 millions de dollars des activités de Tangent au premier trimestre.

Coût des ventes

Le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, s'est élevé à 144,3 millions de dollars, soit 80,0 % des ventes, pour le trimestre clos le 30 juin 2011. En comparaison, pour le trimestre clos le 30 juin 2010, le coût des ventes s'était établi à 141,3 millions de dollars, ou 84,5 % des ventes. La hausse, en dollars absolus, est essentiellement attribuable à l'accroissement de l'activité commerciale et a été en partie contrebalancée par une diminution du taux moyen utilisé pour convertir les coûts libellés en dollars américains. Exprimée en pourcentage des ventes, la baisse découle principalement d'une composition des ventes différente en vertu de laquelle les poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté une proportion plus importante par rapport à la période correspondante un an auparavant, de même que d'une baisse des coûts des matières premières et d'un accroissement de la productivité résultant de l'intégration des activités de Tangent.

La dotation aux amortissements a totalisé 2,4 millions de dollars pour la période de trois mois close le 30 juin 2011, en baisse par rapport à 2,9 millions de dollars lors de la période correspondante de l'exercice 2010.

Par conséquent, le bénéfice brut a atteint 36,0 millions de dollars, soit 20,0 % des ventes, au deuxième trimestre de 2011, en hausse par rapport à 26,0 millions de dollars, ou 15,5 % des ventes, au deuxième trimestre de l'exercice 2010.

Pour les six premiers mois de 2011, le coût des ventes a atteint 253,9 millions de dollars, soit 81,7 % des ventes, contre 224,3 millions de dollars, ou 84,1 % des ventes, au cours des six premiers mois de 2010. La dotation aux amortissements s'est chiffrée à 4,9 millions de dollars pour la période de six mois close le 30 juin 2011, en hausse par rapport à 4,6 millions de dollars lors de la période correspondante en 2010. Le bénéfice brut s'est établi à 56,9 millions de dollars, soit 18,3 % des ventes, au deuxième trimestre de 2011, en hausse comparativement à 42,4 millions de dollars, ou 15,9 % des ventes, pour les six premiers mois de 2010.

Frais de vente et d'administration

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, les frais de vente et d'administration se sont élevés à 8,2 millions de dollars, comparativement aux frais de vente et d'administration de 13,7 millions de dollars engagés durant le deuxième trimestre de 2010. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration se sont établis à 4,6 % des ventes pour la période de trois mois close le 30 juin 2011, comparativement à 8,2 % lors de l'exercice précédent.

Il faut noter que lors de l'exercice précédent, les frais de vente et d'administration comprenaient des dépenses non récurrentes d'environ 3,0 millions de dollars liées à des indemnités de départ et une provision pour une décision judiciaire défavorable. Au cours de la période de trois mois close le 30 juin 2010, la Société avait également comptabilisé des charges de dépréciation d'actifs de 2,4 millions de dollars relatives à son installation de Spencer, en Virginie-Occidentale et à son précédent bureau corporatif américain de Ripley, également en Virginie-Occidentale.

Au cours de la période de six mois close le 30 juin 2011, les frais de vente et d'administration se sont chiffrés à 15,2 millions de dollars, soit 4,9 % des ventes, comparativement à 19,6 millions de dollars, ou 7,4 % des ventes, lors de la période correspondante un an auparavant. Outre les dépenses non récurrentes et charges de dépréciation d'actifs susmentionnées, les frais de vente et d'administration pour la période de six mois close le 30 juin 2010 comprenaient aussi des frais d'environ 2,0 millions de dollars directement liés à l'acquisition de Tangent qui avaient été constatés au premier trimestre de l'exercice 2010.

Autres pertes (gains), montant net

Le montant net de 230 000 \$ des autres pertes subies par Stella-Jones, pour la période de trois mois close le 30 juin 2011, est lié aux opérations de change. La perte nette de 1,0 million de dollars enregistrée l'an dernier englobait une perte de change de 964 000 \$, une perte de 24 000 \$ sur des instruments financiers dérivés et une perte de 56 000 \$ constatée à la cession d'immobilisations corporelles.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2011, le montant net de 276 000 \$ des autres gains est lié aux opérations de change, alors que le montant net de 1,1 million de dollars des autres pertes pour la période de six mois close le 30 juin 2010 découlait d'une perte de change de 988 000 \$, d'une perte de 39 000 \$ sur des instruments financiers dérivés et d'une perte de 25 000 \$ constatée à la cession d'immobilisations corporelles.

Le risque de la Société face aux gains ou aux pertes de change résultant des fluctuations des devises découle des opérations de vente et d'achat en dollars américains effectués par ses installations canadiennes. Stella-Jones U.S. Holding Corporation, la filiale américaine en propriété exclusive de la Société, est un établissement étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de celle de la Société et les gains et pertes de change non réalisés sur conversion de ses états financiers sont reportés aux capitaux propres. La Société assure le suivi de ses transactions en dollars américains générées à partir d'établissements canadiens. Ses opérations de couverture de base consistent en des contrats de change à terme pour la vente de dollars américains et l'achat de certains biens et services en dollars américains. La Société peut avoir également recours à des contrats de change à terme pour l'achat de devises américaines dans le cadre des achats importants de biens et services qui ne sont pas naturellement protégés.

Charges financières

Les charges financières, au deuxième trimestre de l'exercice 2011, se sont élevées à 2,0 millions de dollars, en baisse par rapport à celles de 3,1 millions de dollars engagés au deuxième trimestre de 2010. Cette baisse des charges financières est attribuable à une diminution des emprunts, d'un exercice sur l'autre, à la suite du remboursement anticipé de certaines obligations à long terme le 1^{er} avril 2011 (15,0 millions de dollars US) et au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010 (11,5 millions de dollars et 4,1 millions de dollars US) ainsi qu'à une baisse du montant des intérêts versés en dollars canadiens résultant de la conversion de la dette libellée en dollars américains.

Pour les six premiers mois de 2011, les charges financières se sont chiffrées à 4,3 millions de dollars, contre 4,9 millions de dollars lors de la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat avant impôt et charge d'impôt

Stella-Jones a généré un résultat avant impôt de 25,6 millions de dollars, soit 14,2 % des ventes, au deuxième trimestre de 2011. Il s'agit d'une hausse de 17,4 millions de dollars par rapport au résultat avant impôt de 8,2 millions de dollars, ou 4,9 % des ventes, réalisé au deuxième trimestre de l'exercice 2010. Si l'on exclut les éléments non récurrents et les charges de dépréciation d'actifs, le résultat avant impôt s'est établi à 13,6 millions de dollars, soit 8,1 % des ventes, au deuxième trimestre de l'exercice 2010.

Pour les six premiers mois de 2011, le résultat avant impôt s'est établi à 37,7 millions de dollars, soit 12,1 % des ventes, en hausse par rapport à 16,9 millions de dollars, ou 6,3 % des ventes, pour la période correspondante de l'exercice 2010. Si l'on exclut les éléments non récurrents et les charges de dépréciation d'actifs, le résultat avant impôt pour les six premiers mois de 2010 se serait élevé à 24,3 millions de dollars, soit 9,1 % des ventes.

La charge d'impôt sur le résultat de Stella-Jones a totalisé 8,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 32,5 %. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010, la charge d'impôt sur le résultat s'était élevée à 2,6 millions de dollars, ce qui équivalait à un taux d'imposition effectif de 32,0 %. La légère hausse du taux d'imposition effectif pour 2011 est attribuable à la proportion plus importante de revenus que la Société a générés aux États-Unis, où le taux d'imposition statutaire est supérieur.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2011, la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 11,9 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 31,6 %, comparativement à une charge d'impôt sur le résultat de 5,5 millions de dollars pour la période de six mois close le 30 juin 2010, ce qui représentait un taux d'imposition effectif de 32,6 %.

Résultat net

Le résultat net pour la période de trois mois close le 30 juin 2011 a atteint 17,3 millions de dollars, soit 1,08 \$ par action, sur une base pleinement diluée, comparativement à un résultat net de 5,6 millions de dollars, ou 0,35 \$ par action, sur une base pleinement diluée, lors de la période correspondante en 2010. Il s'agit d'une hausse du résultat net de 11,7 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2011, le résultat net s'est élevé à 25,8 millions de dollars, soit 1,61 \$ par action, sur une base pleinement diluée, en hausse par rapport au résultat net de 11,4 millions de dollars, ou 0,79 \$ par action, sur une base pleinement diluée, réalisé au cours de la période de six mois close le 30 juin 2010.

ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT À LA DATE DE CLÔTURE

Le 28 juillet 2011, Stella-Jones Inc. (« Stella-Jones ») et Stella-Jones U.S. Holding Corporation (« SJ Holding »), à titre d'emprunteurs, se sont engagés à conclure une entente afin d'amender et de mettre à jour, dans son ensemble, sans novation, leur entente de crédit renouvelable existante. La facilité de crédit renouvelable sur demande rendue disponible par un syndicat bancaire en vertu de l'amendement du 24 mars 2010 a été remplacée par une facilité de crédit renouvelable engagée de 170,0 millions de dollars qui sera utilisée pour rembourser et refinancer les dettes existantes et répondre aux besoins de fonds de roulement ainsi qu'aux besoins généraux. La facilité de crédit renouvelable engagée de 170,0 millions de dollars est rendue disponible par un syndicat de prêteurs pour une période de cinq ans. Les emprunts sont disponibles sous forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux d'acceptation bancaire canadien ou américain, de prêts au taux préférentiel américain, de prêts au taux LIBOR en dollars américains et de lettres de crédit. La fourchette des marges sur les taux d'intérêt varie de 0,25 % à 1,50 % selon une grille de prix (précédemment 0,75 %) pour les prêts au taux préférentiel canadien et américain. La fourchette des marges sur les taux d'intérêt varie de 1,25 % à 2,50 % selon une grille de prix (précédemment 2,0 %) pour les acceptations bancaires, les prêts au taux LIBOR et les lettres de crédit.

En garantie de la facilité de crédit renouvelable engagée, les prêteurs bancaires détiennent une sûreté de premier rang sur la majorité des actifs corporels et incorporels, actuels et futurs de Stella-Jones, SJ Holding et leurs filiales en importance.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de traverses de chemin de fer, de poteaux destinés aux sociétés de services publics et de bois à usage industriel sont plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d'approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d'entretien estivaux. Les ventes de bois traité à usage résidentiel suivent une tendance saisonnière semblable. À l'automne et à l'hiver, on observe une diminution de l'activité et, par conséquent, les premier et quatrième trimestres affichent généralement des niveaux de ventes relativement moins élevés.

Le tableau qui suit présente certaines données financières choisies des dix derniers trimestres de la Société et les conventions comptables applicables à ces données financières.

2011 (IFRS)

Pour les trimestres clos le	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	130 485	180 331			
Résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles ¹	16 970	29 966			
Résultat opérationnel ¹	14 418	27 582			
Résultat net de la période	8 500	17 271			
Résultat par action ordinaire					
De base	0,53	1,08			
Dilué	0,53	1,08			

2010 (IFRS)

Pour les trimestres clos le	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	99 360	167 317	161 298	133 071	561 046
Résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles ¹	12 241	14 155	22 720	21 929	71 045
Résultat opérationnel ¹	10 474	11 278	19 744	19 194	60 690
Résultat net de la période	5 788	5 563	12 440	10 650	34 441
Résultat par action ordinaire					
De base	0,46	0,35	0,78	0,67	2,27
Dilué	0,45	0,35	0,78	0,67	2,26

2009 (PCGR canadiens antérieurs)

Pour les trimestres clos le	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	111 954	129 104	104 671	65 390	411 119
Résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles ¹	15 924	20 976	15 272	6 851	59 023
Résultat opérationnel ¹	13 313	18 475	13 376	5 104	50 268
Résultat net de la période	7 687	11 021	8 320	3 041	30 069
Résultat par action ordinaire					
De base	0,61	0,87	0,66	0,24	2,38
Dilué	0,61	0,87	0,65	0,24	2,37

¹ Le résultat opérationnel et le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont des mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS ou les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction considère toutefois qu'elles constituent des informations utiles aux fins de comparaison avec d'autres entreprises de son secteur d'activité, puisqu'elles présentent des résultats financiers en rapport avec les pratiques de l'industrie, sans tenir compte des charges hors caisse ni des structures de capitaux. Le résultat opérationnel et le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles peuvent facilement être conciliés avec le résultat net inclus aux états financiers établis selon les IFRS, puisqu'il n'y a pas d'ajustements en raison d'éléments inhabituels ou non récurrents.

Note : En raison de l'arrondissement des montants, la somme des données trimestrielles peut s'avérer légèrement différente du total présenté pour l'ensemble de l'exercice.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société s'établissait à 192,2 millions de dollars au 30 juin 2011, en hausse de 2,7 millions de dollars par rapport au solde du fonds de roulement de 189,5 millions de dollars au 31 décembre 2010. La valeur de l'actif courant atteignait 329,4 millions de dollars au 30 juin 2011, comparativement à 269,0 millions de dollars au 31 décembre 2010. La majeure partie de cette hausse est attribuable à une augmentation des débiteurs, comme il est expliqué ci-après.

La valeur des débiteurs s'élevait à 102,9 millions de dollars au 30 juin 2011, comparativement à 56,3 millions de dollars au 31 décembre 2010. Cette fluctuation reflète essentiellement l'augmentation normale des débiteurs découlant de la hausse saisonnière du niveau d'activité commerciale au deuxième trimestre.

Les stocks s'élevaient à 213,6 millions de dollars au 30 juin 2011, comparativement à 205,3 millions de dollars au 31 décembre 2010. Cette hausse reflète la constitution saisonnière habituelle de stocks en prévision de

l'augmentation de la demande durant la période de pointe des deuxième et troisième trimestres, de même que la croissance anticipée des ventes.

En raison des longues périodes de temps nécessaires pour sécher le bois à l'air, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente ne soit conclue, les stocks constituent un élément important du fonds de roulement. Toutefois, les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec certains clients et les contrats à long terme qui en découlent, lui permettent de mieux déterminer les besoins en stocks. La Société estime que les flux de trésorerie qu'elle génère de ses activités d'exploitation et ses marges de crédit d'exploitation disponibles sont suffisants pour lui permettre de faire face à ses besoins en fonds de roulement dans l'avenir prévisible.

Les immobilisations corporelles s'élevaient à 104,5 millions de dollars au 30 juin 2011, comparativement à 104,8 millions de dollars au 31 décembre 2010. Cette diminution de 0,3 million de dollars est principalement attribuable à l'incidence de la dépréciation de la devise locale sur les immobilisations corporelles détenues aux États-Unis, alors que l'achat d'immobilisations corporelles pour la période (3,8 millions de dollars) a surpassé le montant de la dotation aux amortissements (2,6 millions de dollars).

La valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill atteignait 60,5 millions de dollars et 71,7 millions de dollars, respectivement, au 30 juin 2011. Les immobilisations incorporelles comprennent les relations clients, la valeur actualisée des ententes de non-concurrence, l'enregistrement de la créosote, les droits de coupe et le bois sur pied. Au 31 décembre 2010, les immobilisations incorporelles et le goodwill se chiffraient respectivement à 64,2 millions de dollars et 74,0 millions de dollars. La baisse de la valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill découle de l'incidence de la dépréciation de la devise locale sur les immobilisations incorporelles détenues aux États-Unis et sur le goodwill; la valeur des immobilisations incorporelles reflète également une dotation aux amortissements de 2,4 millions de dollars pour les six premiers mois de 2011.

La dette bancaire se chiffrait à 73,8 millions de dollars à la fin du deuxième trimestre de 2011, en hausse par rapport à 31,9 millions de dollars à la clôture de l'exercice 2010. Cette augmentation est essentiellement attribuable à une augmentation du fonds de roulement. Au 30 juin 2011, la dette bancaire était constituée de facilités de crédit comprenant un crédit d'exploitation à demande de 50,0 millions de dollars (50,0 millions de dollars au 31 décembre 2010), de même qu'un crédit d'exploitation à demande de 75,0 millions de dollars US (75,0 millions de dollars US au 31 décembre 2010), tous deux mis à la disposition de la Société par un syndicat de prêteurs bancaires. La disponibilité globale en vertu des crédits d'exploitation à demande canadien et américain était de 53,5 millions de dollars au 30 juin 2011.

Le 28 juillet 2011, la Société a conclu une entente afin d'amender et de mettre à jour dans son intégralité, sans novation, son entente de crédit renouvelable existante (se référer à la rubrique intitulée « Événement postérieur à la date du bilan »). La Société estime que cette facilité de crédit renouvelable, combinée aux fonds qu'elle générera de ses activités opérationnelles au cours des prochains trimestres, seront suffisants pour faire face à ses besoins de trésorerie dans l'avenir prévisible. Toutefois, la réalisation d'éventuelles acquisitions pourrait nécessiter de nouvelles sources de financement.

Au 30 juin 2011, la dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, s'élevait à 101,9 millions de dollars, en baisse par rapport à 125,8 millions de dollars au 31 décembre 2010. Cette diminution est attribuable au remboursement d'un montant de 20,4 millions de dollars sur la dette à long terme au cours des six premiers mois de 2011, y compris le remboursement anticipé d'un montant en capital de 15,0 millions de dollars US sur une débenture non convertible le 1^{er} avril 2011, et à une réduction du taux de change utilisé pour convertir la dette libellée en dollars américains.

Les capitaux propres s'établissaient à 297,9 millions de dollars au 30 juin 2011, comparativement à 280,1 millions de dollars au 31 décembre 2010. Cette augmentation de 17,8 millions de dollars est essentiellement attribuable au résultat net de 25,8 millions de dollars, partiellement contrebalancé par des versements de dividendes sur les actions ordinaires totalisant 3,8 millions de dollars et une augmentation de 5,0 millions de dollars du cumul des autres éléments du résultat global. La valeur comptable s'élevait à 18,68 \$ par action ordinaire au 30 juin 2011, en hausse par rapport à 17,59 \$ par action au 31 décembre 2010.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Le tableau qui suit présente un résumé des éléments des flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

Résumé des flux de trésorerie (milliers de dollars)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin 2011	30 juin 2010	30 juin 2011	30 juin 2010
Activités opérationnelles	14 649 \$	31 414 \$	(14 002 \$)	40 262 \$
Activités de financement	(12 385 \$)	(88 738 \$)	17 878 \$	46 430 \$
Activités d'investissement	<u>(2 264 \$)</u>	<u>57 324 \$</u>	<u>(3 876 \$)</u>	<u>(86 692 \$)</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	--- \$	--- \$	--- \$	--- \$

Les activités, acquisitions et dépenses en immobilisations corporelles de la Société sont principalement financées par les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, l'utilisation de liquidités provenant de sa facilité renouvelable et de la dette à long terme, ainsi que par l'émission d'actions ordinaires. La facilité renouvelable de la Société est mise à sa disposition pour une durée de cinq ans.

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 29,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 18,6 millions de dollars pour la période correspondante en 2010. Cette hausse est principalement attribuable à la croissance du résultat net.

Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 6,4 millions de dollars, alors qu'une augmentation des débiteurs a été en partie contrebalancée par une diminution des stocks et une hausse des comptes créditeurs et charges à payer. Les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés ont réduit encore davantage les liquidités de 2,9 millions de dollars et 5,5 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre de 2011. Les activités opérationnelles ont ainsi généré des liquidités de 14,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 31,4 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2010.

Pour le semestre clos le 30 juin 2011, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés se sont élevés à 47,1 millions de dollars, en hausse par rapport à 31,4 millions de dollars lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 46,4 millions de dollars, tandis que les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés les ont réduites encore davantage de 5,0 millions de dollars et 9,7 millions de dollars, respectivement. En conséquence, les activités opérationnelles ont nécessité des fonds de 14,0 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2011, alors qu'elles avaient généré des fonds de 40,3 millions de dollars un an auparavant.

Les activités de financement ont nécessité des fonds de 12,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2011. Les principaux facteurs expliquant cette utilisation de liquidités comprennent notamment le remboursement d'un montant de 15,9 millions de dollars sur la dette à long terme, incluant le remboursement anticipé d'un montant en capital de 15,0 millions de dollars US sur une débenture non convertible le 1^{er} avril 2011, et le versement d'un dividende de 3,8 millions de dollars sur les actions ordinaires. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une augmentation de 7,4 millions de dollars de la dette bancaire liée aux besoins en fonds de roulement. Pour le trimestre clos le 30 juin 2010, les activités de financement avaient réduit les liquidités de 88,7 millions de dollars, un montant en grande partie lié au remboursement de la dette à long terme relativement à l'acquisition de Tangent.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2011, les activités de financement ont généré des liquidités de 17,9 millions de dollars, alors qu'elles avaient généré des liquidités de 46,4 millions de dollars lors de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les activités d'investissement ont nécessité des liquidités de 2,3 millions de dollars durant le deuxième trimestre de 2011, en raison notamment d'achats d'immobilisations corporelles pour un montant de 2,4 millions de dollars destinées principalement à l'expansion des activités et à diverses mises à niveau d'équipement. Pour le trimestre clos le 30 juin 2010, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement avaient accru les liquidités de 57,3 millions de dollars alors que la conclusion de l'acquisition de Tangent pour 84,6 millions de dollars avait entraîné une diminution de 142,9 millions de dollars de la trésorerie soumise à des restrictions.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2011, les activités d'investissement ont réduit les liquidités de 3,9 millions de dollars, comparativement à une réduction de 86,7 millions de dollars lors de la même période un an auparavant.

Le tableau suivant présente les échéances des obligations financières au 30 juin 2011 :

(en milliers de dollars)	Valeur comptable (\$)	Flux monétaires contractuels (\$)	Moins de 1 an (\$)	1 à 3 ans (\$)	4 à 5 ans (\$)	Après 5 ans (\$)
Dette bancaire ¹	73 812	75 624	75 624	-	-	-
Comptes créditeurs et charges à payer	48 894	52 703	52 703	-	-	-
Obligations liées à la dette à long terme ¹	101 927	125 251	13 567	29 170	57 333	25 181
Swaps de taux d'intérêt						
Montant à payer	-	2 148	898	873	377	-
Montant à recevoir	-	(519)	(219)	(213)	(87)	-
Autres obligations contractuelles	-	23 186	5 670	6 762	2 084	8 670
Ententes de non-concurrence	2 925	3 729	1 243	2 486	-	-
Total	227 558	282 122	149 486	39 078	59 707	33 851

¹ Les montants comprennent le capital et les intérêts

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIONS ET LES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 30 juin 2011, le capital social de la Société était constitué de 15 949 991 actions ordinaires émises et en circulation (15 922 668 au 31 décembre 2010). Le tableau qui suit présente l'évolution du capital social en circulation pour les périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2011 :

Nombre d'actions (en milliers)	Trimestre clos le 30 juin 2011	Semestre clos le 30 juin 2011
Solde au début de la période	15 939	15 923
Régime d'options d'achat d'actions	8	22
Régimes d'achat d'actions des employés	3	5
Solde à la fin de la période	15 950	15 950

Au 10 août 2011, le capital social de la Société était constitué de 15 949 991 actions ordinaires émises et en circulation.

Au 30 juin 2011, le nombre d'options en circulation en vue d'acquiescer des actions ordinaires émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 158 800 (181 000 au 31 décembre 2010), dont 107 600 d'entre elles pouvaient être exercées (128 300 au 31 décembre 2010). Au 10 août 2011, le nombre d'options en circulation était de 158 800, dont 107 600 d'entre elles pouvaient être exercées.

DIVIDENDES

Le 10 août 2011, le conseil d'administration a déclaré un dividende semestriel de 0,26 \$ par action ordinaire payable le 7 octobre 2011 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 2 septembre 2011.

La déclaration de dividendes futurs ainsi que leurs montants et dates de versement, continueront d'être évalués par le conseil d'administration de la Société en fonction des résultats et des besoins financiers de la Société, ainsi que des clauses restrictives contenues dans ses documents de prêt et d'autres conditions pouvant prévaloir à ce moment. La Société ne peut garantir les montants ni les dates de versement de tels dividendes dans l'avenir.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les engagements et éventualités susceptibles d'avoir une incidence sur la Société dans l'avenir demeurent sensiblement les mêmes que ceux indiqués dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2010.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ACTUELLE

Activités d'exploitation

Les principales catégories de produits de la Société, soit les traverses de chemin de fer et les poteaux destinés aux sociétés de services publics, font partie intégrante des infrastructures nord-américaines de transport et de services publics. Ces infrastructures doivent faire l'objet d'un entretien régulier, ce qui crée une demande relativement constante pour les produits de base de Stella-Jones. En période de croissance économique, la Société peut également profiter d'un accroissement de la demande découlant de l'expansion des réseaux ferroviaires et de télécommunications.

Sur la base des conditions actuelles du marché, la direction continue de prévoir que son niveau d'activité commerciale demeurera robuste au cours des trimestres à venir. L'accroissement du volume de fret transporté sur les chemins de fer nord-américains devrait entraîner des investissements soutenus dans le réseau ferroviaire continental, y compris dans les traverses, alors que les exploitants cherchent constamment à optimiser l'efficacité de leurs lignes ferroviaires. D'autre part, la vigueur de la demande devrait se maintenir dans le marché des poteaux destinés aux sociétés de services publics grâce aux flux d'affaires stables que génèrent les projets d'entretien régulier pour la catégorie des poteaux de distribution. La vigueur du marché pour les poteaux de lignes de transmission est quant à elle davantage liée au calendrier des commandes, obtenues généralement dans le cadre de projets spéciaux.

Liquidité

Au 30 juin 2011, la Société respectait toutes ses clauses restrictives relatives à la dette et obligations contractuelles. De plus, les disponibilités globales de la Société en vertu de ses crédits d'exploitation à demande canadiens et américains étaient de 53,5 millions de dollars au 30 juin 2011.

Les débiteurs ont augmenté durant la première moitié de 2011 en raison de la hausse saisonnière habituelle du niveau d'activité commerciale au deuxième trimestre. La direction estime que dans l'ensemble tous ses débiteurs sont entièrement recouvrables puisque ses principaux clients, principalement des exploitants de lignes de chemin de fer de catégorie 1 et des fournisseurs de services publics de grande envergure, ont une bonne solvabilité et peu d'antécédents de défaut de paiement.

Les stocks ont également augmenté durant la première moitié de 2011 en raison de la constitution saisonnière habituelle de stocks dans la perspective de l'accroissement prévu des volumes de ventes. Afin d'assurer l'efficacité des activités de traitement, étant donné que le bois séché à l'air permet de réduire les cycles de traitement, la rotation des stocks a toujours été relativement lente. Néanmoins, la direction surveille continuellement les niveaux des stocks et la demande du marché pour ses produits. La production est rajustée en conséquence afin d'optimiser le rendement et l'utilisation de la capacité.

RISQUES ET INCERTITUDES

Les facteurs de risque et d'incertitude susceptibles d'avoir une incidence sur la Société dans le futur demeurent essentiellement les mêmes que ceux indiqués dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2010.

MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

Les méthodes comptables significatives utilisées par la Société sont décrites à la note 2 des états financiers intermédiaires consolidés du 31 mars 2011 et 2010.

La Société établit ses états financiers consolidés en conformité avec les IFRS en vertu desquels la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés de l'actif et du passif ainsi que sur la divulgation d'éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, de même que sur le montant des produits et des charges déclaré au cours de la période visée. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et parfois de façon importante. Les estimations sont revues sur une base périodique et, lorsque des ajustements s'avèrent nécessaires, ces derniers sont inscrits aux états financiers de la période au cours de laquelle ils sont identifiés.

Les postes importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la dépréciation du goodwill et la dépréciation des actifs à long terme.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Conversion aux IFRS

En février 2008, le Conseil des Normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que toutes les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues de dresser leurs états financiers conformément aux IFRS pour les exercices devant s'ouvrir à compter du 1^{er} janvier 2011. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation et de l'information à fournir.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 30 juin 2011 sont établis conformément aux IFRS. Pour toutes les périodes comptables closes le ou avant le 31 décembre 2010, la Société établissait ses états financiers selon les PCGR du Canada, Partie V. Conformément à IFRS 1, certaines informations concernant la transition aux IFRS sont présentées ci-après. Ces informations sont établies conformément aux IFRS de la manière indiquée dans le mode de présentation à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2011.

IFRS 1 exige la présentation d'informations financières comparatives. La première date à laquelle la Société a appliqué les IFRS, le 1^{er} janvier 2010, devient la « date de transition ». IFRS 1 exige que les nouveaux adoptants appliquent rétrospectivement toutes les normes IFRS en vigueur à la date de clôture, soit le 31 décembre 2011 pour la Société. IFRS 1 prévoit toutefois que certaines exemptions facultatives et certaines exceptions obligatoires s'appliquent aux nouveaux adoptants.

Choix initiaux lors de l'adoption

Exemptions facultatives disponibles en vertu d'IFRS 1:

Regroupements d'entreprises – IFRS 1 prévoit que le nouvel adoptant peut décider de ne pas appliquer IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, rétrospectivement pour des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant la date de transition. La Société a fait ce choix.

Avantages du personnel futurs – IFRS 1 prévoit que le nouvel adoptant peut décider de comptabiliser aux résultats non distribués à la date de transition tous les écarts actuariels cumulatifs reportés en vertu des PCGR du Canada. La Société a fait ce choix.

Montant cumulé des différences de conversion – IFRS 1 permet au nouvel adoptant de se soustraire à IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*, pour le montant cumulé des différences de conversion qui existaient à la date de transition aux IFRS. Elle permet de ramener à zéro le montant cumulé des différences de conversion à la date de transition. La Société a fait ce choix, elle a éliminé le montant cumulé des différences de conversion et a porté le montant correspondant aux résultats non distribués à la date de transition.

Contrats de location – L'exemption disponible en vertu d'IFRS 1 qui permet l'application rétrospective de l'International Financial Reporting Interpretations Committee Interpretation 4 (« IFRIC 4 »), *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, a été utilisée pour déterminer si un contrat existant au 1^{er} janvier 2010 contient un contrat de location sur la base des faits et des circonstances qui existaient à cette date.

Paiements fondés sur des actions – IFRS 1 permet au nouvel adoptant de ne pas appliquer IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, aux instruments de capitaux propres acquis à la date de transition et de ne pas appliquer IFRS 2 aux paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie antérieurement à la date de transition aux IFRS. La Société a choisi de ne pas se prévaloir de cette exemption et d'appliquer IFRS 2 à l'ensemble des options d'achat d'actions.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – La Société a appliqué les exigences de IFRIC 1, *Variation des passifs existants relatifs au démantèlement ou à la remise en état et des autres passifs similaires*, qui préconise que les variations relatives au démantèlement, à la remise en état et à tout autre passif similaire soient ajoutées ou déduites, rétrospectivement, du coût de l'actif et que le montant amortissable de l'actif soit ajusté et amorti prospectivement sur la durée d'utilité restante. La Société a fait le choix de ne pas appliquer IFRIC 1 pour les variations relatives à ces passifs, qui sont survenues avant la date de transition.

Coûts d'emprunt – IFRS 1 permet à une entité d'adopter IAS 23, *Coûts d'emprunt*, à titre prospectif et d'inscrire à l'actif les coûts d'emprunt pour les projets dont l'inscription à l'actif débute après la date de transition. La Société a fait ce choix.

Exceptions obligatoires prévues par IFRS 1 :

Comptabilité de couverture – La comptabilité de couverture ne peut être appliquée à titre prospectif qu'à partir de la date de transition pour les transactions qui répondent à ce moment aux conditions de la comptabilité de couverture prévues par IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Il est interdit de désigner rétrospectivement des relations de couverture ou de créer rétrospectivement des documents justificatifs. En conséquence, seules les relations qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture à la date de transition sont prises en compte à titre de couvertures dans les résultats de la Société selon les IFRS.

Estimations – En vertu d'IFRS 1, les estimations établies par une entité selon les IFRS à la date de transition doivent être cohérentes avec les estimations établies selon les PCGR utilisés précédemment pour la même date, sauf si des éléments probants objectifs démontrent que ces estimations étaient erronées. Les estimations de la Société en date du 1^{er} janvier 2010 sont cohérentes avec ses estimations établies selon les PCGR du Canada pour la même date.

Incidence du passage aux IFRS

Un résumé des différences entre les IFRS et les PCGR du Canada identifiées comme ayant un impact important sur la performance et la situation financières de la Société publiées antérieurement est présenté à la note 4 des états financiers intermédiaires consolidés au 30 juin 2011, qui fournit un résumé de l'incidence du passage aux IFRS.

INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Au mois de juin 2011, l'International Accounting Standards Board (« l'IASB ») a modifié les normes suivantes que la société n'a pas encore adoptées : IAS 19, *Avantages du personnel* et IAS 1, *Présentation des états financiers*. La société n'a pas encore entamé le processus d'évaluation de l'incidence qu'auront ces nouvelles normes modifiées sur ses états financiers, ni déterminé s'il y a lieu d'adopter par anticipation l'une ou l'autre des nouvelles exigences.

Voici un bref résumé des nouvelles normes modifiées :

IAS 19, *Avantages du personnel*

IAS 19 a été modifiée afin d'apporter des changements importants au niveau de la comptabilisation et de l'évaluation des coûts liés aux régimes à prestations définies et aux indemnités de fin de contrat de travail ainsi que pour améliorer les informations à fournir relatives à tous les avantages du personnel.

La norme modifiée élimine la possibilité d'utiliser la méthode du corridor selon laquelle les écarts actuariels sont différés et élimine également l'option de reconnaissance des écarts actuariels immédiatement au compte de résultat. Elle requiert plutôt la comptabilisation immédiate des écarts actuariels au résultat global au moment où ils surviennent, sans jamais passer au résultat net. Les coûts des services passés (incluant maintenant le gain ou la perte sur la liquidation du régime) ne pourront plus dorénavant être comptabilisés sur la période de service. Ces coûts doivent plutôt être comptabilisés immédiatement dans la période durant laquelle survient la modification du plan.

Les coûts liés aux régimes de retraite seront distribués entre (i) le coût des services rendus au cours de la période (coût de services courants) et les coûts des modifications (coûts des services passés, de réduction ou de liquidation de régime) et (ii) les coûts ou revenus financiers. Les coûts ou revenus financiers seront calculés sur la base de l'actif net ou de l'obligation nette au titre des prestations définies. Les modifications confirment que les bénéfices nécessitant des services futurs (ex. boni de rétention) ne sont pas des indemnités de fin de contrat de travail tel que défini dans le champ d'application d'IAS 19 et la comptabilisation de ces coûts peut différer.

Un certain nombre d'autres modifications ont été apportées à la comptabilisation, à l'évaluation et la classification, en particulier une nouvelle définition de la notion de bénéfices à court et long terme, une assistance sur le traitement des impôts relatifs aux régimes de retraite, des lignes directrices sur les dispositions de partage des risques et des coûts ainsi que des informations détaillées à fournir.

Les nouvelles exigences s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 et leur adoption anticipée est permise.

IAS 1, *Présentation des états financiers*

Présentation des autres éléments du résultat global :

IAS 1 a été modifiée afin d'apporter des changements à la divulgation des autres éléments du résultat global, incluant l'obligation de séparer ces éléments en deux groupes distincts basé sur le fait qu'ils passeront ou non éventuellement dans le compte de résultat.

Les nouvelles exigences s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2012.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément à la norme canadienne 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des certificats signés par le président et chef de la direction et par le premier vice-président et chef des finances, qui font notamment état de la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information et de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le 1^{er} janvier 2011, la Société a adopté les normes IFRS aux fins de communication de l'information financière. Dans le cadre de l'adoption des IFRS, la Société a révisé ses contrôles internes à l'égard de l'information financière, lorsque nécessaire, afin de faciliter la réalisation des activités respectives de convergence et de transition vers les IFRS. Comme il est indiqué à la rubrique intitulée « Conversion aux IFRS », l'incidence de ces changements a été minime. Outre l'adoption des IFRS, la Société n'a apporté aucun autre changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours de la période de

trois mois close le 30 juin 2011 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

PERSPECTIVES

La direction s'attend à ce que la demande pour les produits de base de la Société demeure solide dans la seconde moitié de 2011. Dans le marché des traverses de chemin de fer, l'accroissement du volume de fret transporté sur les chemins de fer nord-américains donne lieu à une hausse des investissements dans le réseau ferroviaire continental, alors que les exploitants cherchent constamment à optimiser l'efficacité de leurs lignes ferroviaires. D'autre part, la demande devrait se maintenir dans le marché des poteaux destinés aux sociétés de services publics grâce aux flux d'affaires stables que génèrent les projets d'entretien régulier des poteaux de distribution. La vigueur du marché pour les poteaux de lignes de transmission est quant à elle davantage liée au calendrier des commandes, obtenues généralement dans le cadre de projets spéciaux.

Stella-Jones est l'un des plus importants fournisseurs nord-américains de produits industriels en bois traité et, de ce fait, compte obtenir une part plus considérable du volume de sa clientèle actuelle dans les marchés des traverses de chemin de fer et des poteaux destinés aux sociétés de services publics partout en Amérique du Nord, tout en demeurant à l'affût de nouvelles occasions de marché. La Société poursuivra également ses efforts pour accroître la productivité de ses opérations dans l'ensemble de l'organisation.

La Société continuera à se concentrer sur la génération de liquidités et à faire preuve de prudence dans l'utilisation de l'effet de levier, puisqu'une situation financière solide permettra à Stella-Jones de poursuivre sa stratégie d'acquisition. La vision stratégique à long terme de la Société, axée sur l'expansion et la consolidation à l'échelle continentale, reste intacte. Stella-Jones poursuivra sa recherche de cibles dans ses marchés de base des traverses de chemin de fer et des poteaux destinés aux sociétés de services publics qui répondent à ses exigences rigoureuses en matière d'investissement, qui offrent des occasions de réaliser des synergies, et qui, surtout, peuvent générer de la valeur ajoutée pour les actionnaires.

Le 10 août 2011